

Note d'infos n° 42, Juillet 2011

Actualité du réseau

Réunion du Comité de Pilotage du réseau

Le CoPil du réseau FAR a eu lieu le 15 juin. Le rapport d'exécution 2010 a été validé ainsi que le plan d'action 2011 dont l'activité majeure est l'appui aux réseaux nationaux. L'évolution du réseau vers un statut associatif a été longuement discutée.

Le réseau FAR a participé au CIPCAD 2 (*Challenge and Innovative Process for Capacity Strengthening in Agriculture for Development*) à Beauvais les 26 et 27 juin. Cette rencontre a eu lieu avant la 7e conférence du consortium de l'enseignement supérieur et de la recherche pour l'agriculture (GCHERA). Le Mécanisme pour l'Éducation Agricole Tertiaire en Afrique "TEAM-Africa" a été présenté comme outil de réforme et de ré-ingénierie des universités à l'échelle du continent. Le réseau était présent pour insister sur les liens entre formation de masse des producteurs et formation supérieure.

Actualité pays

Sénégal, plaidoyer pour une loi d'orientation spécifique à la formation professionnelle

Lors des journées organisées en juillet pour faciliter les échanges et le partage d'idées entre les différents acteurs de la formation professionnelle continue, les participants ont plaidé pour l'adoption d'une loi d'orientation spécifique pour donner aux salariés un droit individuel à la formation. Ils ont incité l'Etat à promulguer la loi d'orientation sur la formation professionnelle et identifié les meilleures solutions à mettre en œuvre pour assurer la pérennisation du Fond de développement de l'enseignement technique et de la formation professionnelle. http://www.aps.sn/aps.php?page=articles&id_article=82309



Le Forum africain pour les services de conseil agricole

L'AFAAS (« *African Forum for Agricultural Advisory Services* ») a pour mission de mettre en œuvre les aspects liés au conseil rural dans le cadre du pilier 4 du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA). Rappelons que le FARA (Forum Africain pour la recherche agricole) coordonne ce pilier visant à promouvoir l'amélioration de la recherche agricole, la diffusion et l'adoption de technologies appropriées. Dans ce contexte, l'AFAAS qui est présent dans 16 pays opère sous l'égide du FARA mais agit avec sa propre autonomie et possède sa structure de gouvernance.

Voir : <http://www.afaas-africa.org/>

Métiers porteurs : « comment développer les métiers agroalimentaires en Afrique subsaharienne »

C'est l'intitulé de l'étude confiée au GRET par l'AFD dans le cadre de ses programmes de recherche « au secteur privé et formation professionnelle » et « Développement agricole et sécurité alimentaire ». L'étude est prévue sur l'année 2011 et inclura quatre pays d'application choisis après une phase d'analyse documentaire.
Contact : Cécile Broutin (broutin@gret.prg)

Madagascar : 2 appels d'offre de l'Unesco sur la FAR

1 - Etude de faisabilité de la mise en réseau d'établissements œuvrant pour la formation agricole et rurale.
2 - Etude pour la formulation de programmes de formation et d'insertion professionnelle au profit des jeunes déscolarisés et ceux n'ayant jamais été à l'école.
Date limite de réponse 09 août 2011.

Information et termes de référence : Mme Raymondine Rakoton-drazaka : r.rakotondrazaka@unesco.org

Sur vos agendas

3e conférence biennale 2012 de RUFORUM, Tanzanie

Le thème prévu est « La recherche agricole pour le développement en Afrique : renforcement des capacités d'innovation et d'adaptation pour améliorer des moyens de subsistance des populations ». Cette conférence sera organisée les 24-28 septembre 2012 à Sokoine University of Agriculture, Dar es Salaam en marge de la réunion de l'Assemblée générale de RUFORUM.

Info et contact : <http://www.ruforum.org>
Ms Nodumo Dhlamini (n.dhlamini@ruforum.org)

Bourses de recherche de Master du RUFORUM

Cet appel à propositions vise à renforcer les capacités des étudiants de 2e cycle de l'enseignement supérieur et à établir une passerelle entre les universités, d'une part, et les communautés rurales et les instituts de recherche, les organismes de vulgarisation et les agences de développement, d'autre part. Date limite de soumission des candidatures : 30/9/2011. Info en anglais sur : <http://www.ruforum.org/news/graduate-research-grants-%E2%80%93-call-proposals-rucgsg30911>.

A lire



Produire plus avec moins : guide à l'intention des décideurs sur l'intensification durable de l'agriculture paysanne, FAO, Rome, Mai 2011

« Cet ouvrage, publié sous la direction de Suivaji Pandey, directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO, présente un nouveau modèle d'agriculture : l'intensification durable des cultures, qui permet d'accroître la production sur une même superficie tout en préservant les ressources, en réduisant l'impact négatif sur l'environnement et en améliorant le capital naturel et le flux des services environnementaux. Plusieurs chapitres de l'ouvrage sont consacrés aux techniques écologiques de l'agriculture durable : les systèmes d'exploitation agricole, la santé des sols, les cultures et les variétés, la gestion des ressources en eau, la protection des plantes, les po-

litiques et les institutions. Cet ouvrage ne présente pas uniquement le nouveau modèle d'agriculture de la FAO, il s'agit également d'un guide de conseils pratiques destiné à favoriser l'émergence d'une agriculture écologiquement et socialement durable. » (présentation de l'Infolettre Connaissances pour le développement de juin 2011 du CTA). <http://www.fao.org/ag/save-and-grow/fr/index.html>

Les dimensions sexospécifiques de l'emploi agricole et rural : différencier les démarches de lutte contre la pauvreté

La FAO, le FIDA et le BIT ont mis en ligne en janvier un rapport en anglais sur la dimension du genre dans l'emploi agricole et rural : *Gender dimensions of agricultural and rural employment : Differentiated pathways out of poverty. Status, trends and gaps* (Rome, 2010, xiii, 209 p.). Cette étude pointe les difficultés que rencontrent les femmes dans ces secteurs et souligne leur rôle déterminant dans la réduction de la pauvreté tout en pointant le recul de la notion d'égalité depuis les crises alimentaires de 2008. Téléchargeable sur <http://www.fao.org/news/story/fr/item/49806/icode/>

Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne : Comment remettre l'emploi au coeur des politiques de développement.

Cette étude, fondée sur l'analyse des évolutions démographiques en Afrique subsaharienne, témoigne de l'urgence qu'il y a à placer l'emploi au coeur des préoccupations politiques. L'Afrique subsaharienne est en effet la dernière région à entamer son processus de transition démographique, et par-là celle où la question de l'emploi se pose de la manière la plus pressante.

<http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/A-savoir/05-A-savoir-avril11.pdf>



Métiers porteurs : le rôle de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'insertion professionnelle.

L'AFD a mené cette étude pour analyser les besoins qui entourent les métiers pour qu'ils deviennent porteurs d'une valeur ajoutée, qu'elle soit économique, sociale, humaine ou écologique. Elle s'appuie sur l'analyse de trois pays (le Congo, Madagascar et le Sénégal) caractérisés par des difficultés économiques réelles... Lien : à l'adresse ci-après.

<http://www.afd.fr/jahia/webdav/site/afd/shared/PUBLICATIONS/RECHERCHE/Scientifiques/Documents-de-travail/111-document-travail.pdf>

La parole à



M. Djibo BAGNA, Président du Réseau des Organisations Paysannes et de Producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)

Pourriez-vous vous présenter en quelques mots ?

Je suis éleveur dans la région du Tillabéri, non loin du Burkina Faso et du Mali, une région qui se situe donc à l'ouest du pays et qui est traversée par le fleuve Niger. Je possède quelques bovins, ovins et caprins dans mon exploitation. Je suis originaire de Namahri dans la commune de Baléyara à l'est de la capitale et qui est elle sur les rives de l'Azaouagh, un gros affluent du fleuve Niger. Au niveau de mes responsabilités, je préside l'organisation de base de mon village qui est un groupement d'éleveurs. Je

suis aussi responsable de l'Association pour la Redynamisation de l'Élevage au Niger (AREN) dans la région de Tillabéri et président de la Plateforme paysanne du Niger (PFPN) depuis 2006. Enfin en mai 2010, j'ai été élu président du conseil d'orientation du ROPPA.

Que pouvez-vous nous dire du ROPPA ?

Le ROPPA regroupe les pays de l'espace CEDEAO. Il est actuellement composé de 13 pays membres. Nous sommes en train d'aider le Nigeria et le Cap-Vert à s'organiser pour adhérer car l'existence d'une plateforme nationale des OP est un préalable. Nous comptons donc bientôt l'ensemble des 15 pays qui constituent la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest.

Quelle est la situation démographique rurale et quelle est votre vision de l'agriculture de l'Afrique de l'Ouest ?

Il y a de moins en moins de paysans ! La plupart des jeunes quittent le milieu rural pour aller en ville parce que l'agriculture ne paye plus. Notre agriculture est confrontée à de profondes mutations. Certains disent que c'est une agriculture dépassée, archaïque, qui ne permet pas de nourrir la population. Mais quoi que l'on dise, c'est bien cette petite agriculture familiale qui a nourri jusqu'à présent la population rurale et qui a également nourri les villes.

Comment voyez-vous l'avenir de l'agriculture familiale ?

Je répondrai en trois points. D'abord, il est clair que nous devons nous moderniser et plus nous ouvrir à l'innovation ; nous devons en fait tout simplement nous adapter à notre propre contexte. Les innovations doivent nous aider à créer des solutions adaptées à nos contextes.

Deuxième élément : la crise alimentaire de 2008 a démontré que ce n'est pas le marché qui va nourrir le monde comme beaucoup le disaient et comme certains le pensent encore, mais bien évidemment l'agriculture. Celle-ci doit redevenir souveraine et chaque peuple doit pouvoir développer une politique lui permettant de définir ce qu'est son agriculture. En outre elle ne doit pas s'éloigner des aspects culturels des pays et de la sous-région.

Troisièmement, nos agricultures ne peuvent pas se développer sans un soutien des États. Les États sont nos partenaires et ils doivent nous soutenir au travers d'une vision globale mais également par des législations adaptées, par le développement des marchés régionaux, d'investissements dans les infrastructures productives, en permettant l'accès au financement avec des taux d'intérêts d'emprunt acceptables. Il s'agit de trouver ensemble des mécanismes pour que les producteurs au même titre que les autres acteurs de la société puissent accéder à des moyens de production, de commercialisation, de transformation et, à ne pas négliger, à des dispositifs d'enseignement et de formation, adaptés à leurs contextes. Voilà comment nous, au ROPPA, voyons l'agriculture.

L'AFD soutient le ROPPA, de quoi s'agit-il concrètement ?

C'est un projet de renforcement de capacités, à travers l'appui aux plateformes nationales d'OP en termes d'organisation de formations, de rencontres et d'échanges paysans sur des cas réussis. Ce programme a démarré et prend en charge une partie du fonctionnement des OP. Au niveau des pays, il y a des soutiens qui permettent de mener des réflexions et des concertations pour dégager nos positions par rapport à certaines situations.

Ce programme de trois ans est animé par l'association française bien connue, Inter-Réseaux Développement rural, dans le cadre du Réseau PAAR, le projet de renforcement des capacités des réseaux d'organisations agricoles en matière de politiques agricoles, alimentaires et rurales.

Propos recueillis le 27/11/2010 à Bamako par
Igor Besson et Souleymane Traoré

Le site du ROPPA : <http://www.roppa.info/>